

Solidaires en action N° 94

Le 12 avril 2013

Flexibilité, précarité, ... : le patronat continue de faire la loi

La bataille contre l'accord national interprofessionnel de janvier et le projet de loi qui en découle, se poursuit. Mais la participation aux manifestations du 9 avril était inférieure à celle du 5 mars. Ceci s'explique par les difficultés liées à l'appui apporté à ce texte par la CFDT, la CGC, la CFTC, l'UNSA, par le rouleur-compresseur médiatique qui présente le projet de loi comme une avancée pour les salarié-es, par notre implantation insuffisante dans les secteurs qui seront les premiers concernés par l'application de ce texte, et aussi par l'absence de dynamique unitaire entre CGT, FO, Solidaires, FSU en dehors de quelques initiatives locales non reprises nationalement malgré nos propositions renouvelées.



Le projet de loi a été approuvé par l'Assemblée nationale, il va l'être au Sénat. **Comme pour de nombreuses lois dans le passé, son adoption ne signifie pas la fin de la lutte syndicale contre son contenu.** Entreprise par entreprise, nous allons être confronté-es à son application, voire même à son interprétation car, poussé par le rapport de forces qu'il jugera favorable, le patronat en voudra encore plus !

Il est nécessaire d'expliquer les méfaits de cet accord et de la loi qui le reprend. **Plusieurs tracts nationaux Solidaires ont été réalisés ; ils demeurent d'actualité.** Diffusons-les aux salarié-es dans les entreprises et services où nous sommes présent-es, reprenons-les dans nos bulletins de section syndicale et de syndicat !



PSA Aulnay : presque 3 mois de grève contre la fermeture

Inutile d'expliquer comme un mouvement d'une telle durée est difficile. **La solidarité financière est indispensable.** Solidaires Industrie poursuit la centralisation des dons, remis aux grévistes qui gèrent l'ensemble à travers une caisse de solidarité.

Notre action syndicale à tous pèse dans le rapport de forces. En faisant connaître la lutte des camarades d'Aulnay, **en publiant les informations Solidaires dans chaque bulletin syndical, dans chaque panneau syndical, nous contribuons à renforcer leur mouvement.** En ne le faisant pas, au contraire, nous faisons le jeu des patrons qui s'appuient sur les « grands médias » pour faire passer leur propagande.



La fermeture d'Aulnay est un moyen de pression vis-à-vis des salarié-es des autres sites PSA. C'est pour cela qu'il faut agir ensemble et non pas « faire le dos rond » dans les syndicats présents dans les autres sites. **Cette fermeture sert à tous les patrons ; ainsi, ceux de la SNCF qui prétextent l'utilisation, en sous-traitance, de 85 ex-PSA pour supprimer ... 300 emplois statutaires de cheminot-es à Rennes.** SUD-Rail et Solidaires industrie ont réagi par un tract commun.

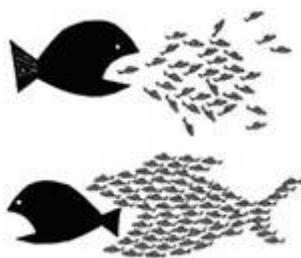
Virgin : Butler et Lagardère peuvent et doivent payer !



Le Tribunal de Commerce a prolongé la période dite de « redressement judiciaire ». L'intersyndicale poursuit les nombreuses démarches liées à cette situation.

Mais c'est le rapport de forces qui peut obliger les patrons à céder. Les grèves, rassemblements et manifestations de ces derniers mois ont amené Butler à s'engager encore insuffisamment mais au-delà de ses premières déclarations. Il faut maintenant obliger Lagardère à faire de même. Une nouvelle manifestation nationale se prépare pour le 30 avril...

Transport D. Meyer (91) : 9 jours de grève et la victoire !



A l'appel de Solidaires, CGT et CFDT (même si ce syndicat a abandonné le mouvement avant la fin) les salarié-es de cette société de transport interurbain de voyageurs ont fait grève durant neuf jours, avant qu'un accord ne soit signé avec la direction. Celui-ci entérine la satisfaction de nombreuses revendications :

Augmentation du salaire de 2 % au 1^{er} mars 2013 Amélioration de la rémunération sur plusieurs points : prime de transport, prime du dimanche, coupures, intéressement Prise en charge de la mutuelle à hauteur de 5€ supplémentaire par l'employeur Meilleure prise en charge du nettoyage des tenues Mise en place d'un tableau de roulement prévisionnel des services indiquant les plages horaires des vacances journalières... Enfin, l'accord prévoit le paiement de trois journées de grève.

Logements : l'hiver est fini, mais les luttes continuent

L'arrivée du printemps marque la reprise des expulsions en grand nombre. Pourtant, si se trouver sans toit est encore plus dramatique en période de froid, ce n'est pas plus acceptable au printemps ou en été ! C'est l'exigence du droit au logement pour toutes et tous qu'ont rappelé plusieurs organisations associatives et syndicales en manifestant le 1^{er} avril.



Respect du droit à l'hébergement et au logement, arrêt des expulsions, réquisition des logements vides, baisse des loyers !

Sans abris, fini l'hiver : dehors ! A partir du 1^{er} avril, les centres d'hébergement d'urgence commencent à fermer, et beaucoup de sans abris sont priés de faire leur bagages. Or la loi prévoit que toute personne hébergée doit être maintenue jusqu'à une orientation vers une structure de stabilisation ou un relogement.

Locataires en galère : sur le trottoir ! Les expulsions sans relogement reprennent dès le 2 avril, et des milliers de familles et de locataires vont être jetés à la rue, sans même un hébergement, dans la plupart des cas. Une circulaire du 27 octobre 2012 a tout de même prévu que les prioritaires DALO (Droit Au Logement Opposable) menacés d'expulsion seraient relogés. Mais sera-t-elle respectée par les Préfets ?

Prioritaires DALO : circulez, il n'y a rien pour vous ! En ile de France, 25 000 ménages et familles, dont 17 000 à Paris, mal logés, sans logis ou en instance d'expulsion sont prioritaires DALO et ne sont pas relogés.

Habitants de bidonville : disparaissent ! Le Gouvernement a décidé de leur envoyer la police et les bulldozers en guise de solution, alors que des lois prévoient leur relogement.

Logements vacants : toujours plus nombreux ! Tandis que la Ministre du logement peine à appliquer la loi de réquisition, le nombre de bureaux et de logements vacants ne cesse de grandir ... comme le nombre de mal logés et de sans logis.

- Arrêt des expulsions sans relogement, y compris des habitant-es de bidonvilles.
- Maintien de tout les sans abris dans les CHU et les hébergements, 24h sur 24, en attendant leur orientation.
- Relogement dans les délais des prioritaires DALO.
- Réquisition massive de logements et bureaux vacants et la mise à disposition des biens publics vides.
- Réalisation de 200 000 vrais logements sociaux, grâce au rétablissement du 1% et de la TVA à 5%, au doublement du Livret A et à la mobilisation des terrains publics.
- Baisse des loyers, des charges de l'énergie, et le respect du Droit à un logement stable et décent pour tous et toutes...

CCRF : grève nationale le 26 mars, manifestation le 6 avril

Grève et manifestation nationale : le personnel de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes agit pour défendre ses conditions de travail et réclamer les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions de service public.

Le taux de participation à la grève (44% selon les chiffres officiels) montre que le personnel a répondu positivement à l'appel unitaire Solidaires, CFDT, CGT, FO. C'était une étape importante dans le processus unitaire entamé depuis plusieurs mois. Le personnel de la DGCCRF veut en finir avec les « réformes » néfastes (RGPP, REATE). Le 26 mars, dans chaque département, ils et elles ont organisé des actions destinées à populariser leur mouvement : distribution de tracts aux consommateurs/trices en centre-ville, interpellation des élu-es, communiqués de presse ... Le 6 avril, une manifestation nationale était organisée à Paris.

Hécatombe dans les effectifs : de 3560 en 2007 on est passé à 3000 en 2012, soit -15,7 % des agents ; parallèlement, les structures administratives ont été détruites, entraînant une désorganisation des services. Les résultats de cette politique commencent à apparaître : moins de contrôles et plus de fraudes !

Astek (Valbonne) : l'informatique en grève

La coupe est pleine pour les quelques 735 salarié-es d'*Astek Sud-Est* qui manifestent leur mécontentement face à la politique salariale et à la gestion des fins de missions de l'entreprise. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la découverte qu'à une augmentation importante du bénéfice correspondait une chute de la participation, grâce au crédit d'impôt recherche qui part en intégralité en dividendes à l'actionnaire ! **Les salarié-es d'Astek demandent un meilleur partage des richesses par des augmentations de salaires. C'est la première fois qu'une telle mobilisation est organisée chez Astek Sud-Est.** Les salarié-es se rassemblent chaque jeudi devant les locaux de la société et se rendent en cortège au-devant des locaux des principaux clients, dont *Amadeus*.

La mobilisation porte sur un ensemble de revendications : respect du droit du travail, la communication dans l'entreprise, une augmentation générale des salaires ainsi qu'un rattrapage pour réduire les inégalités, la mise en place d'une réelle gestion des carrières et une égalité de traitement en matière d'indemnité repas.

Le 21 mars, plus de 170 salarié-es se rassemblaient devant le siège de la société. Le Directeur Général ayant choisi d'être absent toute cette journée, les manifestant-es décidaient d'une nouvelle journée de grève et de manifestation le 28 mars. Ils et elles étaient 150 sous la pluie le 28 mars. Les salarié-es ont été convié-es à se regrouper dans une salle réservée par le comité d'établissement qui organisait une réunion thématique sur tous les dossiers importants du moment : comités de carrière, augmentations, participation, frais journaliers, avenants... **L'Assemblée Générale des manifestant-es s'est tenue, décidant ainsi des suites de la mobilisation.**



Une délégation a été désignée pour rencontrer le Directeur Général le 3 avril. Mais celui-ci ne s'est pas présenté au rendez-vous ! Les salarié-es devaient donc hausser encore le ton pour se faire entendre. **Le 11 avril, a eu lieu une nouvelle journée de grève et de manifestation.**

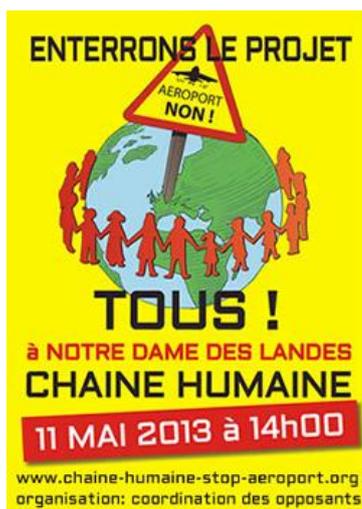
La Poste (91) : une semaine de grève contre la délocalisation

Il a fallu 7 jours de grève du 6 au 12 mars aux facteurs et factrices d'Epinais-sur-Orge et de Morsang-sur-Orge soutenu-es par SUD et FO pour obtenir la suspension et la re-discussion des projets de délocalisation qu'ils et elles devaient subir. Les facteurs et factrices d'Epinais devaient être transféré-es à Morsang et le trafic Colis à l'Agence *Coliposte* des Lisses. **La grève est un succès contre les mobilités arbitraires**, mais la vigilance reste de mise.

Renault : suppressions d'emplois et blocage des salaires

Tel est le contenu de l'accord signé par les syndicats CFDT, FO, CGC, pour la plus grande satisfaction des patrons. Contrairement à ce qui est distillé par la propagande, la suppression de 7 500 emplois est prévue. Parallèlement, la direction prévoit la possibilité, quatre mois par an, de rendre le travail du samedi obligatoire, la réduction du temps de repos journalier à 9 heures, l'augmentation de la durée journalière de travail à 12 heures...Le tout accompagné d'un blocage des salaires ! **Des débrayages ont lieu dans plusieurs usines** ; c'est bien sur un mouvement national qui serait nécessaire, mais il faut le construire.

Notre-Dame-des-Landes (44) : une chaîne humaine le 11 mai



Après la réussite de la manifestation du 17 novembre, le gouvernement a fait le choix de la répression violente. Pourtant, la mobilisation et la résistance n'ont pas faibli. Pour sortir cette mobilisation de l'actualité médiatique, le gouvernement a ouvert une trêve de 6 mois jusqu'à fin mai en créant une commission chargée de « renouer le dialogue », sans abandonner pour autant le projet d'aéroport.

Durant cette période les actions juridiques à l'encontre des paysan-nes expulsables et des opposant-es se sont poursuivies. Les réoccupations et reconstructions ont repris et l'organisation au sein de la « Zone A Défendre » s'est étoffée avec la prise en charge, chaque semaine, de son animation par des représentant-es d'un des nombreux comités (plus de 200 aujourd'hui).

Après la fin de la mission de la commission de dialogue, **les opposant-es s'attendent à une reprise de la répression et des destructions de bâtiments**. Dans ce contexte, **la réussite de la chaîne humaine représente un enjeu important**. L'objectif est d'encercler la ZAD sur 25 km et d'atteindre 100 000 personnes ; les militant-es de l'Union syndicale Solidaires doivent y prendre leur place !

Santé, social : vers une manifestation nationale le 15 juin

Il y a le feu dans la santé et l'action sociale : aucun secteur du public et du privé non lucratif n'échappe aux plans d'économies, aux concentrations, fusions, absorptions, aux licenciements des précaires, aux dénonciations de conventions collectives ou des d'accords locaux, à une mise en concurrence des établissements et services entre eux ou avec le secteur concurrentiel préjudiciable aux usagers, malades et professionnels de santé et d'action sociale. **Il y a le feu dans la protection sociale** : nouvelle attaque sur les retraites annoncée par le Président, sur les mutuelles et l'assurance chômage avec l'ANI.

SUD santé sociaux a décidé une campagne centrale prolongée sur la santé, l'action sociale, les retraites. Elle s'appuiera sur une volonté d'associer tous les professionnel-les de la santé et de l'action sociale. Cela nécessite une riposte unitaire de toutes les organisations professionnelles ou syndicales qui souhaitent agir contre la marchandisation de la santé et du social. **Au-delà, conscient que l'avenir de l'action sociale, de la santé publique et de la protection sociale appartient à tous les assuré-es sociaux**, SUD santé sociaux appelle à la construction d'une mobilisation citoyenne associant des professionnel-les, les malades, les usagers, les citoyen-nes, les associations populaires, le syndicalisme interprofessionnel. Cela passe par une campagne de mobilisation à partir des revendications spécifiques existantes dans les établissements, celles portées par la fédération SUD santé sociaux et celles communes à la plate forme de Notre Santé en Danger.

SUD santé sociaux met en débat l'organisation d'une manifestation nationale à Paris le 15 juin. Celle-ci serait précédée d'une campagne d'initiatives locales faisant croître la mobilisation.

Gaumont Pathé : la grève, ce n'est pas du cinéma !

Le 30 avril, les 230 opérateurs/trices projectionnistes des cinémas *Gaumont Pathé* devront avoir choisi entre quitter l'entreprise ou devenir « technicien polyvalent », c'est-à-dire homme ou femme à tout faire, de l'entretien technique des bâtiments à la vente du pop-corn, en passant par la caisse et la projection. **Pour ceux et celles qui refusent let changement de leur contrat de travail, la direction envisage une seule solution : des licenciements**. L'avenir proche est donc la disparition du métier de projectionniste chez *Gaumont Pathé*. Pour les tâches de programmation des séances, externalisation ou emploi de main d'œuvre sans expérience des réalités de la projection sont des perspectives à craindre. Le futur est aussi sombre pour les agents de cinéma, au contrôle et en caisse : nouvelles bornes automatiques, caisses mixtes (billetterie et confiserie), distributeurs de confiserie, achat des places sur Internet, bornes wifi, et même portiques d'entrée envisagés, (comme dans le métro). Ces salarié-es doivent actuellement gérer les problèmes dus à l'absence planifiée des projectionnistes en cabine (non remplacés en cas de maladie ou de congés payés), notamment en cas de pannes, fréquentes en numérique.

A l'approche du 30 avril, les pressions sur les salarié-es se sont accrues. Plusieurs licenciements ont été prononcés. **Débrayages et rassemblements ont eu lieu sur plusieurs sites, Paris, Nice et Avignon, notamment**. La direction des cinémas *Gaumont Pathé* est restée sourde aux demandes légitimes du personnel. SUD Culture Solidaires, CNT, ainsi que le Collectif des Opérateurs Projectionnistes pour la sauvegarde de leur métier, appellent les salarié-es des cinémas *Gaumont Pathé* à s'unir pour faire front, face à l'arrogance d'une société qui fait des millions d'euros de bénéfices. **Grève et rassemblement à Paris, le 15 avril !**

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>